

SOCIAL

Fonction publique : FO tire à boulets rouges

Force ouvrière vient de redonner vie à son cartel départemental de la fonction publique. L'occasion d'un état des lieux cinglant même au niveau local.

Force ouvrière vient de redonner naissance à son cartel départemental de la fonction publique. La première réunion officielle a eu lieu hier matin à l'union départementale en présence d'une soixantaine de personnes représentant leur syndicat dans les différents métiers que comptent les trois fonctions publiques : d'Etat, territoriale et hospitalière. Des actions, il y en aura mais elles ne sont pas encore arrêtées. Hier, l'heure était au constat. Et il fut cinglant sur l'état de la fonction publique dans le département. Et pour la secrétaire départementale de l'union départementale FO, les trois fonctions publiques sont logées à la même enseigne... Elles seraient malmenées dans le département comme ailleurs.

«Les suppressions de postes, la RGPP* ont des conséquences sur les conditions de travail des agents mais aussi sur les services rendus au public. Le point de rupture est atteint», laisse entendre Dominique Perchet, la secrétaire de l'union départementale. Elle ajoute : «Le climat se dégrade ; il est de plus en plus difficile de faire respecter son droit syndical.» Anne Baltazar, secrétaire générale FO de la fédération générale des fonctionnaires a fait le déplacement à Chaumont pour prendre la température.

Elle n'a pas été déçue car c'est bien souvent une situation catastrophique qui a été décrite. «Le seul objectif est de réduire la masse salariale des fonctionnaires. Mais personne n'a mesuré les conséquences de tout cela pour les agents et le service public. Il n'y a eu aucun débat.» Une représentante FO de l'Ehpad de Joinville (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) est invitée à s'exprimer. Les établissements de Join-

ville et Wassy (six au total seraient en mauvaise posture) se verraient amputer de dix postes au prétexte qu'ils ont perçu trop de dotations.

Mesurer les conséquences

«On nous dit qu'il faut faire des soins d'hygiène écourtés ; moins de dix minutes pour une toilette», explique la soignante. «Elles n'ont plus le temps de parler avec les patients. Elles ont parfois l'impression de faire de la maltraitance», prolonge Dominique Perchet. «Certains Ehpad sont en train de chercher des couches hygiéniques pouvant durer douze heures», prolonge un autre agent hospitalier qui ne craint pas le détail.

Alors que le plan national prévoit l'équivalent d'un agent pour un résident, les maisons de retraites haut-marnaises n'atteindraient, selon FO, qu'un taux d'encadrement* de 0,3 agents par résident. A en croire le cartel départemental de la fonction publique, il n'y a pas que la santé à faire les frais de la diminution du nombre de fonctionnaires. La fonction publique territoriale ne serait pas épargnée avec des problèmes



Selon les représentants syndicaux, les trois fonctions publiques rencontrent le même type de problèmes sur fond de suppressions de postes et de dégradation du service public.

budgétaires dans les communes et des transferts de personnels aux intercommunalités qui s'opèrent en plein «vide juridique», indique Dominique Perchet visiblement remontée aussi contre le Conseil général et «ses valises de promesses sociales» qui ne déboucheraient sur rien. La conséquence de tout cela se retrouve dans une dégradation du service

public à l'image de ce qui se passe «à La Poste ou à la SNCF», pour Dominique Perchet, ou dans l'Education nationale. La RGPP a fait son œuvre. Il est temps, selon FO, d'en mesurer les conséquences.

C. C.

*RGPP : révision générale des politiques publiques



De gauche à droite : Sandrine Roussel-Druart, secrétaire du groupement départemental santé de la Haute-Marne ; Rachel Sugneau, secrétaire du cartel départemental de la fonction publique ; Anne Baltazar, secrétaire générale de la fédération générale des fonctionnaires et Dominique Perchet, secrétaire de l'UD FO.